

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES

SITUATION ECONOMIQUE 2016 ET PREVISIONS 2017-2019

Avril 2018

I. Environnement international et national

✓ Environnement international

La croissance économique mondiale en 2016 est estimée à 3,2% contre 3,5% en 2015 en liaison notamment avec : (i) le ralentissement de l'activité dans les pays avancés (1,7% contre 2,3% en 2015), (ii) le maintien des activités dans les pays émergents et en développement (4,3% comme en 2015), (iii) la baisse des cours du cacao, (iv) la remontée des cours du pétrole brut, (v) une légère appréciation nominale du dollar par rapport à l'euro et (vi) une inflation faible de 0,8% dans les pays avancés.

La croissance mondiale devrait s'accélérer en 2017 et 2018 pour atteindre respectivement 3,7 % et 3,9%. Cette accélération serait tirée principalement par les pays émergents et en développement qui afficheraient un dynamisme plus important que celui des économies avancées.

La reprise de l'économie mondiale repose en partie sur l'accroissement des échanges commerciaux. La croissance devrait s'accélérer aux États-Unis, au Japon et également dans la zone euro. Elle se raffermirait dans les pays émergents et en développement grâce à la reprise enregistrée par les exportateurs de produits de base.

Cette relance diversifiée concerne les pays exportateurs de produits énergétiques, de produits agricoles et de métaux. Cependant, l'économie mondiale reste sujette à des fragilités avec des risques liés aux mesures protectionnistes, aux menaces d'une correction brutale des risques par le marché financier compte tenu de fortes incertitudes sur le plan des politiques économiques et aux risques de surendettement de certains pays émergents et en développement dépendants des exportations de produits de base.

✓ Environnement national

L'économie ivoirienne a connu en 2017, un début d'année difficile marqué par les revendications salariales et sociales ainsi que par la chute des cours du cacao de plus de 35%. Toutefois, la prise en charge rapide des revendications et les ajustements budgétaires opérés pour tenir compte de l'impact de la chute des cours de cacao sur les recettes publiques et limiter le déficit budgétaire ont permis à l'activité économique de continuer d'évoluer dans un cadre macroéconomique stable avec une croissance de 7,8%.

La croissance économique devrait s'accélérer en 2018 et 2019 pour atteindre respectivement 7,9% et 8,0% en lien avec la consolidation de la gouvernance, l'engagement du gouvernement au maintien d'un bon niveau de sécurité, un climat des affaires favorable et la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement 2016-2020.

II. Estimations économiques en 2016-2017 et prévisions 2018

II.1. Cadre macroéconomique 2016-2017

En 2016, en dépit des perturbations pluviométriques, l'économie ivoirienne a enregistré une croissance économique soutenue de 8,3%, portée principalement du côté de l'offre par la

production vivrière (+4,0%), les performances du secteur secondaire (+15,2%), en particulier, l'énergie (+37,9%), les BTP (+22,1%), l'extraction minière (+18,1%) et les autres industries manufacturières (+9,8%). Du côté de la demande, l'investissement public (12,0%) et privé (+16,9%) et surtout la consommation des ménages (+9,7%) ont été les moteurs de cette croissance.

En 2017, l'environnement a été marqué par des perturbations sociales enregistrées en début d'année, la chute des cours du cacao et la remontée du cours du baril de pétrole brut. Pour faire face à ces chocs, le Gouvernement a procédé à des ajustements budgétaires et obtenu une trêve sociale avec les fonctionnaires. Ainsi, grâce à la confiance retrouvée des investisseurs, le taux de croissance est estimé à 7,8% soutenu par l'ensemble des différents secteurs de l'économie.

Du côté de l'offre, le secteur primaire a enregistré une croissance de 10,9% contre une baisse de 1,1% en 2016 grâce au rebond de l'agriculture d'exportation (+17,3%) et à la consolidation de l'agriculture vivrière (+7,2%). La croissance de l'agriculture d'exportation est soutenue par la hausse des productions de cacao (+24,4%), d'ananas (+25,7%), de caoutchouc (+28,0%), de coton graine (+6,1%), d'anacarde (+9,5%) due à une bonne pluviosité observée sur l'année et à un meilleur traitement phytosanitaire des plantations. La production vivrière a bénéficié, quant à elle, de la mise en œuvre du Plan d'Urgence d'Appui à la Production Vivrière.

Le secteur secondaire a connu une hausse de 4,2% après la performance de 15,2% enregistrée en 2016. Le ralentissement du secteur secondaire s'explique principalement par la baisse de la production de l'industrie extractive (-7,3%) après la performance de 2016 (+18,1%), le ralentissement des BTP (+7,4%) après plus de 29,2% de hausse en moyenne annuelle sur la période 2012-2016. Ce ralentissement est le fait des retards accusés dans plusieurs projets. Par ailleurs, les industries agroalimentaires (+12,8%) et les autres industries manufacturières (+5,7%) sont restées dynamiques. Ces industries connaissent une bonne progression, grâce à l'augmentation des capacités de production des industries consécutive à la hausse de la demande nationale et externe. En outre, l'industrie de la raffinerie a connu un rebondissement (+13,8%) après la baisse d'activité de 2016 (-1,6%) du fait de l'amélioration des marges de raffinage et de la hausse de la demande nationale et de l'interland. Quant à l'énergie, bien qu'ayant bénéficié de la mise en production du barrage de Soubré en 2017 (+275 MW), elle a affiché un ralentissement (+1,1% contre +37,9% en 2016) en lien avec la baisse de la production de l'énergie thermique (-8,3%) qui représente 85% de la production totale d'énergie et ce, malgré la hausse de la production de l'énergie hydraulique (+32,8%).

Les services ont bénéficié des bonnes performances des secteurs primaire et secondaire en lien notamment avec l'organisation des jeux de la francophonie et du sommet UE-UA. Ainsi, ils ont évolué de 9,9% grâce au transport (+8,5%) avec la reprise du compartiment maritime, et au commerce (+9,4%), bénéficiant du regain du volume des marges de commerce extérieur. Le secteur des télécommunications tout comme celui des autres services ont poursuivi leur dynamisme pour s'afficher respectivement à 15,6% et 8,6%.

Le secteur non **marchand** a évolué de 3,8% en liaison avec la politique de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Les droits et taxes ont également poursuivi leur tendance à la hausse pour s'établir à 6,7% soutenus par l'augmentation des exportations de cacao et des produits pétroliers ainsi que par la consommation des ménages.

Au niveau de la demande, la croissance a été tirée par l'affermissement des investissements (+8,7%), la consolidation de la consommation finale (+6,2%) et la reprise des exportations (+17,6%).

Les investissements seraient soutenus par le renforcement des capacités industrielles, la construction immobilière et la construction des routes. Le taux d'investissement global ressortirait à 20,9% du PIB, dont 6,5% pour le public.

La consommation finale augmenterait de 6,2%, portée par la consommation publique (+10,9%) et la consommation des ménages (+5,5%) dont les revenus continuent de progresser.

Les exportations seraient en hausse de 17,6% en lien avec l'augmentation des exportations de cacao et de produits manufacturés. Quant aux importations, elles progresseraient de 7,5% grâce aux biens de consommation finale.

L'inflation serait contenue à 0,7% (en dessous du seuil communautaire de 3%), grâce à l'accroissement de l'offre intérieure de denrées alimentaires.

II.2 Prévisions économiques 2018

Après les chocs observés en 2017, l'année 2018 devrait retrouver un environnement socio-économique normal et stable.

La mise en œuvre des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la politique volontariste du gouvernement d'investir dans les secteurs moteurs de croissance devraient se poursuivre.

Ainsi, après 7,8% en 2017, l'économie ivoirienne en 2018 devrait afficher un taux de croissance de 7,9% dont les supports du côté offre seraient principalement l'agriculture vivrière, les produits pétroliers, les BTP et les services et du côté de la demande les investissements et la consommation finale.

Le secteur primaire devrait afficher un taux de croissance de 4,3 % grâce au dynamisme de la production vivrière (+7,8%) malgré la baisse de l'agriculture d'exportation (-0,4%). L'agriculture vivrière bénéficierait surtout de la poursuite des investissements dans le secteur ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait de 9,0% soutenu par les BTP (+22,0%), l'énergie (+7,0%), les produits pétroliers (10,0%), les autres industries manufacturières (+8,4%) et l'industrie agro-alimentaire (+11,8%). En outre, l'activité industrielle serait soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP) en maturité, l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et la dynamique des demandes nationale et externe.

Le secteur tertiaire évoluerait de 10,1%, grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+9,5%), les télécommunications (+12,6%), le commerce (+9,4%) et les autres services (9,6%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait progresser de 3,0% sous l'impulsion des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite de la politique de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7,2%, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de **la demande**, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+14,8%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+7,8%).

En effet, **les investissements** seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, Métro d'Abidjan, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 22,4%. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,6%.

Quant à la **consommation finale** (+6,5%), elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les importations de biens et services progresseraient de 8,2% en 2018, sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations** de biens et services seraient en hausse de 7,2% en raison de la bonne tenue des productions agricoles et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 1,5% en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

III. Perspectives économiques en 2019

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB en 2019 prennent en compte le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance. De façon spécifique, il s'agit de(s) :

- ✓ prévisions météorologiques favorables ;
- ✓ la quasi-stagnation du cours international du cacao ainsi que du dollar en moyenne sur la période 2019-2021 ;
- ✓ la stabilité des prix des autres produits de l'agriculture d'exportation sur la période;
- ✓ la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ l'amélioration continue de l'environnement des affaires ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ la multiplication des forums économiques en vue d'accroître les investissements directs étrangers ;
- ✓ la mise à disposition des terrains industriels dans les meilleurs délais ;
- ✓ le renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé ;
- ✓ la poursuite des réformes structurelles notamment dans le secteur financier ;

- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat ;
- ✓ le raffermissement de la capacité d'absorption avec la réduction des délais d'appel d'offre.

Ainsi, en 2019, le taux de croissance ressortirait à 8,0%. L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre :

Le secteur primaire devrait croître de 6,0% tiré par l'agriculture vivrière (+7,6%) et l'agriculture d'exportation (+3,9%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de l'agriculture d'exportation (coton-anacarde, etc.), de la pêche et de l'élevage. En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations ainsi qu'une amélioration des voies de desserte et des prix rémunérateurs.

Le secteur secondaire progresserait de 10,1%, soutenu par les BTP (+13,1%), les autres industries manufacturières (+7,7%), les industries agroalimentaires (+8,1%) et l'énergie (+8,0%). En outre, l'activité industrielle soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP), bénéficierait de l'augmentation des capacités de production, de nouvelles installations et de la dynamique des demandes intérieures privées.

Le secteur tertiaire évoluerait de 8,8% en 2019, grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport et les télécommunications qui augmenteraient respectivement de 8,4% et 10,0%, le commerce de 8,3% et les autres services de 8,8%.

Le secteur non marchand devrait de 3,0% prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 7,0% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+16,0%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+6,7%).

Les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturier et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 24,1% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,6% en 2019.

Quant à **la consommation finale**, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois.

Les importations de biens et services progresseraient de 8,4% sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** seraient en hausse de 7,5% en raison de la bonne tenue des productions minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 1,7%, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Conclusion

L'année 2016 a été caractérisée par une activité économique dynamique et soutenue, grâce à la stratégie de croissance axée sur les investissements et la consolidation des activités manufacturières. L'amélioration du climat des affaires et la mise en œuvre énergique des projets contenus dans le PND 2016-2020 ont porté le taux de croissance à 8,3% après 8,8% en 2015.

Malgré un début d'année marqué par des chocs internes et externes, le taux de croissance économique en 2017 ressortirait à 7,8% avec un taux d'investissement de 20,9%. Cette performance serait due à un certain nombre de réformes structurelles, de mesures de politiques économiques et fort de la dynamique des investissements publics et privés.

La croissance économique se consoliderait à 7,9% en 2018 et 8,0% en 2019, s'appuyant au niveau de l'offre sur l'agriculture, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale.